

« Une langue n'est pas figée dans le temps »

Étude sur la communication inclusive et sa perception sociale

Sommaire

1.	Introduction.....	2
2.	Bref aperçu sur la littérature et positionnement du sujet de recherche	2
3.	Méthodologie de la recherche.....	4
4.	Résultats de l'analyse des guides	6
4.1.	Introduction.....	6
4.2.	Typologie des guides	6
4.3.	Types d'organisation	8
4.4.	Objectifs des guides.....	9
4.5.	Conclusion de l'analyse des guides.....	10
5.	Résultats de l'enquête par questionnaire.....	11
5.1.	Introduction.....	11
5.2.	Analyse quantitative	12
5.2.1.	Statistiques générales	12
5.2.2.	Statistiques critériées.....	15
5.2.3.	Conclusion de l'analyse quantitative	16
5.3.	Analyse qualitative	16
5.3.1.	La langue perçue comme reflet de la société.....	19
5.3.1.1.	« Déconstruire une mentalité linguistique très masculine » : une hiérarchie sexiste dans la langue ?.....	19
5.3.1.2.	« Des mécanismes linguistiques ouverts à tous » : dégenrer, neutraliser et inclure ?	22
5.3.1.3.	« Énième prétexte pour ostraciser » : une langue inclusive qui exclut ?..	23
5.3.2.	Doutes autour de l'usage de la communication inclusive.....	25
5.3.2.1.	« Bon concept mais difficile à mettre en place » : comment faire ?	25
5.3.2.2.	« Chers étudiants, chères étudiantes » : comment enseigner ?	27
5.3.2.3.	« Si on l'utilisait tou.te.s, cette question ne se poserait pas » : utilisation obligatoire ?.....	28
5.3.3.	Conclusion de l'analyse qualitative	30
6.	Conclusion	30
	Bibliographie	32

1. Introduction

[...] réformer la langue, la purger des usages liés à l'ancienne société et l'imposer ainsi purifiée, c'est imposer une pensée elle-même épurée et purifiée. [...] Bref, il ne s'agit pas seulement de communiquer mais de faire reconnaître un nouveau discours d'autorité, avec son nouveau vocabulaire politique, ses termes d'adresse et de référence, ses métaphores, ses euphémismes et la représentation du monde social qu'il véhicule et [qui] est liée aux intérêts nouveaux de groupes nouveaux [...].

(Bourdieu, 1982 : 74)

Les mots de Bourdieu, même si extraits du contexte « anti-patois » de la Révolution française, illustrent très justement la situation linguistique liée à la communication inclusive au XXI^e siècle. La communication inclusive vise à suivre les évolutions sociales liées au statut des genres¹, et cela au plan linguistique. Elle prône la visibilité des femmes et celle des minorités de genre² dans la langue et ainsi dans la société. Si le statut social et la visibilité linguistique des femmes semblent s'améliorer au cours des dernières décennies, comme en font preuve un certain nombre d'initiatives visant l'égalité entre les femmes et les hommes, comme celle des Nations Unies³, il n'en va pas de même pour les autres minorités de genre. La communication inclusive est un outil pour les partisan·e·s⁴ de l'égalité des genres et regroupe des pratiques linguistiques dont l'objectif est la neutralisation de la langue. La communication inclusive s'occupe des problèmes sociaux modernes, c'est la raison pour laquelle elle s'avère être un sujet particulièrement polémique de nos jours qui divise la société. Même si de nombreuses organisations souhaitent diffuser aussi largement que possible la communication inclusive, c'est finalement à la société de l'adopter ou de la rejeter.

2. Bref aperçu sur la littérature et positionnement du sujet de recherche

Quant aux recherches concernant la communication inclusive, des réflexions sur la féminisation ont été entamées dès le début du XX^e siècle. À ce propos, il convient d'évoquer le

¹ Avec l'utilisation du terme « genre », je prône la distinction entre le terme « sexe », en tant que sexe biologique déterminée par les traits biologiques d'une personne qui peut être homme, femme ou intersexe, et le terme « genre » ou en anglais « gender », en tant que construction sociale qui détermine l'identité sexuelle de la personne qui peut être entre autres homme, femme et non-binaire (Butler, 1999 ; Löwy-Rouch, 2003).

² Par le terme « minorité de genre », on entend entre autres les personnes non-binaires, transgenres ou les personnes de sexe intersexe.

³ Objectif de développement durable N° 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/>, consulté le 10 janvier 2023).

⁴ Ce travail a été rédigé avec l'intention d'employer les pratiques de la communication inclusive. Néanmoins, il faut souligner que l'utilisation du langage inclusif n'indique aucune prise de position concernant le sujet, l'objectif de l'étude demeure l'observation de ce phénomène sans biais. Une note de bas de page est attribuée à chaque forme non-binaire/neutre pour expliquer leur signification et leur utilisation. L'écriture inclusive apparaît également au sein de cette étude pour la formation de laquelle j'ai choisi le point médian (·) puisqu'il « a l'avantage de n'avoir aucun autre usage typographique et, à ce titre, est donc un bon candidat typographique » (Abbou et al., 2018).

nom de Bally déclarant que « le français répugne à la formation de féminins par suffixes » (Bally, 1965 : 306, cité par Durrer 2002 : 90) ou ceux de Brunot et Bruneau qui traitent les difficultés de la féminisation de certains noms de métier (Dister, Moreau, 2009), ou encore le livre de Yagello (1978) sur l'imbrication de la réflexion linguistique et la cause féministe. Après l'apparition des *gender studies* dans les années 1980-90, les minorités de genre sont également entrées dans le discours sur la langue et elles prônent la non-binarité et la neutralisation de la langue française. Ceux⁵ qui militent pour une neutralisation de la langue proposent de nouveaux termes épïcènes, notamment des pronoms : *al*⁶ (pour il/elle) afin de dépasser une vision de la langue basée sur la binarité de genre.

Pour présenter un bref aperçu de la littérature concernant le sujet de l'étude, je propose une catégorisation possible des articles scientifiques selon les différents objectifs de recherche : l'examen de la féminisation ou du dégenrement de la langue française, la réflexion sur la langue en tant que facteur sociétal et les recherches comparatives.

La première approche regroupe les travaux scientifiques qui se fixent comme objectif la féminisation ou le dégenrement de la langue française. À titre d'exemple, la question de la féminisation est traitée par le livre de Cerquiglini (*Lea ministre est enceinte*, 2018) qui s'occupe de la question de la féminisation des fonctions, titres et professions en France. Un autre aspect, notamment celui du lien entre la linguistique et la psychanalyse apparaît dans l'article d'Elmiger (2013) qui examine la question de la généricité du masculin dans le contexte de la féminisation des textes.

En ce qui concerne la recherche sur la neutralisation de la langue française, les travaux d'Alpheratz (2018ab, 2019) s'avèrent particulièrement importants. Dans ses travaux, elle fournit des définitions importantes (écriture inclusive, français inclusif, épïcénisation, etc.) et vise essentiellement la création d'un genre neutre dans la langue française. Coutant (2019) se concentre sur l'apparition de la transidentité dans la langue et sur les pratiques linguistiques transphobes. De la même manière, les recherches d'Ashley (2019) se penchent sur la situation des personnes non-binaires et proposent de nombreuses pratiques linguistiques pour les rendre visibles.

L'approche de la langue en tant que facteur sociétal apparaît dans les recherches de Klinkenberg (2021) qui prône l'avènement d'une politique linguistique qui devrait être soutenue par les politiques sociales, non pas par les politiques culturelles. Rosier (2017) analyse

⁵ Pronom de genre non-binaire/neutre qui remplace l'opposition binaire entre *ceux* et *celles* (Alpheratz, 2018b).

⁶ Terme proposé récemment par Alpheratz (2018a), grammairienne travaillant à la création du genre neutre en français.

des débats sur les questions de langue dans l'espace public et met en avant l'importance de la langue comme outil politique. De son côté, Charaudeau (2021) s'occupe de la qualification sexiste de la langue française.

En ce qui concerne les recherches comparatives, Gardelle, Chevalier et De Chanay (2017) comparent le système de genre du français et de l'anglais. Rosier et Rabatel (2019) proposent un bref aperçu sur l'histoire des recherches concernant le langage inclusif et sur ses directions possibles.

Quant à la présente recherche, elle se propose d'étudier la perception sociale de la communication inclusive et s'inscrit ainsi dans la lignée des travaux qui privilégient l'observation des liens que la langue entretient avec la société.

3. Méthodologie de la recherche

Pour observer l'utilisation et la perception sociale de la communication inclusive, la présente recherche se fixe comme objectif de comparer deux corpus. D'abord, il s'agira d'analyser des guides de communication inclusive qui reflètent une certaine volonté collective visant une meilleure représentation des différents groupes sociaux par le biais de la langue. Ensuite, je tournerai mon attention vers l'analyse d'un questionnaire qui avait pour but de recueillir l'avis des personnes de langue maternelle française concernant l'écriture inclusive. L'étude contrastive de ces deux types de corpus permet ainsi de se rendre compte des coïncidences ou des écarts entre une volonté sociale et une mise en pratique du phénomène en question au niveau individuel.

Le premier corpus se compose de 36 guides de communication inclusive⁷ disponibles en ligne qui ont été rédigés en français par différentes organisations pour diverses raisons. Dans le cadre de cette analyse, je me concentre essentiellement sur la typologie des guides analysés, sur les types d'organisation rédigeant ces guides et sur les objectifs affichés des guides. À mon sens, ces guides constituent la manifestation de la volonté des institutions ou organisations d'influencer l'utilisation et la perception de la communication inclusive.

En outre, ces guides de communication inclusive, à défaut de l'existence d'une grammaire française inclusive⁸, peuvent être considérés comme les premiers recueils de règles écrites concernant la communication inclusive en français, lesquels visent à réinterpréter la norme linguistique. Il ne faut pas oublier l'aspect sociologique de ce sujet, car Bourdieu (1982 : 27)

⁷ Pour la liste des guides analysés, voir Annexes (p. 1-4.).

⁸ Néanmoins, il convient de noter l'existence d'initiatives pour rédiger une telle grammaire, voir la *Grammaire du français inclusif* par Alpheratz (2018a).

se réfère à l'importance d'un tel processus de codification en affirmant que « la langue est un code [...] au sens de système de normes réglant les pratiques linguistiques ». Dans cette perspective, les organisations rédigeant des guides de communication inclusive participent au discours sur la langue en vue de promouvoir le processus de codification du langage inclusif et proposent aux locutaires⁹ des formes d'utilisation possibles qui respectent la communication inclusive en français¹⁰.

Le second corpus a été recueilli à l'aide d'un questionnaire ayant pour objectif d'obtenir l'avis des locutaires sur la communication inclusive. Le questionnaire a été créé via Google Forms et des personnes ayant pour langue maternelle le français ont été invitées à le remplir entre le 18 octobre 2022 et le 5 janvier 2023. Les personnes devaient répondre à des questions à choix multiples (p.ex. *Le(s)quel(s) de ces nouveaux pronoms personnels non-binaires/neutres connaissez-vous ?*) et à des questions ouvertes (p.ex. *Que pensez-vous de la communication inclusive ?*)¹¹. Les réponses données à ces questions permettent ainsi d'observer à la fois le regard que les locutaires portent sur ce phénomène linguistique et la manière dont iels¹² l'utilisent. J'ai effectué l'analyse du questionnaire en deux étapes. La première étape consistait en une analyse quantitative dans le cadre de laquelle j'ai fourni des métadonnées extraites du questionnaire en vue d'éclaircir quelques tendances d'opinion et d'utilisation. La seconde étape résidait en une analyse qualitative mettant l'accent sur les réponses reçues aux questions ouvertes qui permettaient aux participant·e·s de mon enquête de partager leurs opinions relatives à la communication inclusive.

Quant aux limites de l'analyse, je souhaiterais insister sur le fait que mon questionnaire n'a été rempli que par 107 personnes, par conséquent cela ne peut pas être considéré comme un échantillon représentatif. Néanmoins, les résultats du questionnaire permettent de mettre en lumière certaines tendances et rendre compte de la perception du phénomène étudié par des locutaires.

⁹ Substantif de genre non-binaire/neutre qui remplace l'opposition binaire entre *locuteur* et *locutrice* (Alpheratz 2018b).

¹⁰ Les guides analysés dans le cadre de cette recherche sont principalement prescriptives et, dans une moindre mesure, descriptives. Les guides prescriptifs déclarent ce que l'on peut ou ne peut pas utiliser, tandis que les guides descriptifs listent différentes formulations possibles quant à la communication inclusive.

¹¹ Pour le questionnaire en entier, voir Annexes (p. 5-7.).

¹² Ce pronom a fait son entrée dans la version numérique du dictionnaire *Le Robert* qui propose la définition suivante : « Pronom personnel sujet de la troisième personne du singulier (*iel*) et du pluriel (*iels*), employé pour évoquer une personne quel que soit son genre » (<https://dictionnaire.lerobert.com/definition/iel>, consulté le 10 janvier 2023).

Je voudrais souligner que cette étude n'est en aucun cas une prise de position ni un éclairage positif ou négatif sur la communication inclusive, mais a pour but d'observer ses différents aspects.

4. Résultats de l'analyse des guides

4.1. Introduction

Il convient de souligner que dans la littérature quelques travaux se sont déjà penchés sur l'analyse des guides de communication inclusive. À titre d'exemple, les travaux de Frank (1985), Frank et al. (1989), Cameron (1995) et Schlichtling (1997) s'occupent de la question des guides de communication inclusive en allemand et en anglais. En ce qui concerne le domaine francophone, il faut mentionner l'article d'Elmiger (2000), qui propose une typologie de guide basée sur l'analyse des « guides de féminisation¹³ » suisses, et celui d'Elmiger et Tunger (2014), qui présente une classification des guides de féminisation en les répertoriant dans deux catégories : des guides visant à imposer l'utilisation de la féminisation des noms de métiers et des guides qui ont une visée informative et qui servent de soutien dans le domaine de la féminisation. Dans ce qui suit, je proposerai une typologie des guides en m'appuyant en partie sur les ouvrages présentés ci-dessus. Puis, je me penche sur l'identification des types d'organisation qui ont élaboré les guides analysés et sur l'analyse des objectifs de ces organisations concernant la rédaction de tels guides. Ces trois aspects nous proposent une analyse multidimensionnelle qui nous aide à mieux comprendre le caractère à la fois linguistique et sociologique des guides.

4.2. Typologie des guides

Pour établir une typologie relative aux guides analysés dans le cadre de cette recherche, je propose de prendre en compte trois critères : la forme du guide, sa portée et le degré de l'inclusion. Pour ce qui est de la forme, les guides observés revêtent deux formes différentes : recueil de règles ou glossaire. Le recueil de règles désigne une forme habituelle des guides où l'on regroupe des règles et des conseils concernant la mise en pratique de la communication inclusive. La plupart des guides sont rédigés sous forme de recueil, parmi lesquels le *Guide de langage inclusif* (2022) de l'Amnesty International ou le guide de la Fédération Wallonie-

¹³ Elmiger (2000) réunit les guides analysés sous le terme « guide de féminisation » qu'il considère comme terme hyperonyme à d'autres dénominations utilisées comme par exemple « guide pour la rédaction de textes non sexistes ». Dans le présent travail, j'ai choisi d'employer le terme « guide de communication inclusive » pour renvoyer à l'idée selon laquelle ces guides analysés visent à inclure dans le langage toute la société (les femmes, la communauté LGBTQ+, etc.).

Bruxelles (*Inclure sans exclure*, 2020). Ensuite, par glossaire, j'entends une liste de mots associés à leur signification. Ces glossaires visent à façonner l'attitude des utilisataires¹⁴ à l'égard de la communication inclusive en leur fournissant une base notionnelle et des connaissances fondamentales relatives au sujet. Même si cette forme de guide s'avère moins fréquemment employée, le glossaire de la Chambre de commerce gaie du Québec intitulé *Lexique LGBT sur la diversité sexuelle et de genre en milieu de travail* mérite d'être mentionné à titre d'exemple. Enfin, certains guides possèdent les caractéristiques des deux formes mentionnées fournissant à la fois des règles et un glossaire, comme en témoigne, par exemple, le guide *Femme, j'écris ton nom* (1999) rédigé par l'Institut National de la Langue Française. Ce document présente les différentes règles relatives à la féminisation des noms de métiers et un glossaire relativement exhaustif énumérant les formes masculines et féminines des noms de métiers en ordre alphabétique.

En plus de la forme, les guides peuvent également être distingués en fonction de leur portée. Il s'agit d'un aspect que j'ai repris d'Elmiger et Tunger (2014) et appliqué dans le cas de mon corpus. Ici, on peut faire une distinction entre une portée contraignante et une portée informative. Les organisations dont le guide revêt une portée contraignante, présentent les différentes façons de rédaction inclusive pour que le personnel de l'organisation adopte le style de communication transmis par le guide et les valeurs y afférentes. Par exemple, le guide de l'Organisation maritime internationale (*Guide de communication inclusive*, 2021) se caractérise par la portée contraignante en proposant à la Section de traduction française d'adopter une communication inclusive dans les textes traités par la Section. En revanche, les guides ayant une portée informative ne visent qu'à informer les lecteurices¹⁵ sur les possibilités de mise en place de la communication inclusive. Le guide de l'Office québécois de la langue française (*Rédaction épiciène, formulation neutre, rédaction non binaire et écriture inclusive*) offre par exemple un large éventail d'options quant à la formulation des messages de manière inclusive.

En ce qui concerne le degré d'inclusion, une distinction peut être opérée entre un guide qui préconise l'inclusion au sein de la binarité de genre et celui qui la prône au sein de la non-binarité de genre. Si certains guides rendent compte des différentes manières dont on peut inclure les femmes dans le langage (*La communication inclusive au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne* conçu par le Secrétariat général du Conseil de l'Union

¹⁴ Substantif de genre non-binaire/neutre qui remplace l'opposition binaire entre *utilisateur* et *utilisatrice* (Alpheratz, 2018b).

¹⁵ Substantif de genre non-binaire/neutre qui remplace l'opposition binaire entre *lecteur* et *lectrice* (Alpheratz, 2018b).

européenne en 2018), d'autres accordent la préférence soit à l'inclusion des femmes et de toutes les minorités de genre (*Vers une écriture inclusive* conçu par la Fondation du Grand Montréal en 2022), soit uniquement à l'inclusion des minorités de genre (*Soyez des alliés de la diversité des genres* conçu par le Syndicat canadien de la fonction publique en 2019).¹⁶

4.3. Types d'organisation

Il me semble important de prendre en considération les types d'organisation rédigeant des guides de communication inclusive pour observer les différentes structures au sein desquelles la question de la communication inclusive émerge. Pour illustrer cette diversité, j'ai regroupé les organisations, dont les guides font l'objet de la présente recherche, dans les catégories suivantes : organisations d'enseignement supérieur, organisations locales, organisations nationales/administratives, organisations internationales et organisations supranationales. Parmi les organisations d'enseignement supérieur, on compte principalement des universités (p.ex. Université de Neuchâtel, Suisse), mais on y trouve également d'autres institutions telles que par exemple l'École des hautes études commerciales de Montréal (Canada). Les organisations locales sont les plus nombreuses parmi lesquelles on peut nommer entre autres des organisations à vocation sociale (p.ex. Divergenres, Canada), des organisations à vocation scientifique (p.ex. Office québécois de la langue française, Canada) ou des organisations à vocation économique (p.ex. Corporation de développement économique communautaire, CDEC, Canada). En ce qui concerne les organisations nationales/administratives, en font partie une ville luxembourgeoise (Ville d'Esch-sur-Alzette, Luxembourg), certaines organisations d'importance nationale (p.ex. Fédération Wallonie-Bruxelles, Belgique) ou certains gouvernements (p.ex. Chancellerie Fédérale, Suisse). Les organisations internationales sont les moins nombreuses, cette catégorie regroupe les organisations qui disposent d'un réseau international (p.ex. Amnesty International). Enfin, les organisations supranationales comprennent notamment des organisations politiques qui réunissent plusieurs nations (p.ex. Parlement européen).¹⁷

Il convient de mentionner que 36 guides constituent le corpus dont 3 français, 2 belges, 17 canadiens, 5 suisses, 1 luxembourgeois et 8 appartenant à une organisation internationale ou supranationale. Même si cette quantité peut difficilement être considérée comme représentative, la rédaction des guides de communication inclusive semble être liée à des pays francophones autres que la France. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que la France a une approche

¹⁶ Pour la liste exhaustive des guides catégorisés selon leur type, voir Annexes (p. 8-11.).

¹⁷ Pour la liste exhaustive des organisation catégorisées selon leur type, voir Annexes (p. 12.).

plus prescriptive en matière de langues, incarnée principalement par l'Académie française. À titre d'exemple, l'écriture inclusive, qui a commencé à se répandre principalement du Canada, est qualifiée par l'Académie française « d'aberration exposant la langue française à un péril mortel qui est nuisible à la pratique et à l'intelligibilité de la langue française » (Académie française, 2017, 2021).

4.4. Objectifs des guides

Le dernier aspect de l'analyse concerne les objectifs affichés dans les guides. Dans cette partie, je me penche essentiellement sur l'analyse des préfaces et des introductions des guides indiquant les objectifs de la publication du guide. D'après l'analyse de ces parties des guides, j'ai établi trois catégories qui correspondent à trois objectifs fondamentaux : la transmission des valeurs, l'aide à la communication inclusive et l'accommodation des personnes queers. Il convient de mentionner que le fait d'associer un guide à un certain objectif n'exclut pas la présence d'autre(s) objectif(s), mais cette catégorisation permet d'identifier l'objectif majeur d'un guide donné.

À la première catégorie appartiennent les guides dont l'objectif principal est de transmettre des valeurs, c'est-à-dire de donner une meilleure visibilité à ceux qui sont considéré·e·s comme moins représenté·e·s dans la langue. Ces guides visent souvent à sensibiliser les gens à la cause féministe, à l'égalité des genres ou à la communauté LGBTQ+¹⁸. À ce propos, on peut citer par exemple le *Petit guide de communication inclusive et non-sexiste pour services communaux* conçu par la Ville d'Esch-sur-Alzette en 2022 ou le guide intitulé *Pour une communication publique sans stéréotype de sexe*, rédigé par le Haut Conseil à l'Égalité entre les Femmes et les Hommes en 2016, dont la préface témoigne de son objectif de transmettre des valeurs :

La langue est un héritage mais aussi une matière vivante, qui doit s'adapter aux évolutions sociales. Dans un pays où l'égalité entre les femmes et les hommes est inscrite dans la Constitution, la langue ne peut rester un domaine où serait encore admise et revendiquée l'expression de la prétendue supériorité d'un sexe sur un autre. Ne pas pouvoir nommer le féminin, ou le faire disparaître dans un genre prétendument indifférencié, c'est organiser l'invisibilité donc l'absence des femmes dans la sphère publique. (p. 6.)

D'autres guides ont pour but principal d'aider les locutaires à mieux s'orienter dans le système souvent déroutant et complexe de la communication inclusive. À cette catégorie appartiennent entre autres le *Guide de Typographie pour les documents publiés en français au*

¹⁸ Faute d'appellation conventionnellement acceptée, j'ai recours à l'acronyme LGBTQ+ pour désigner la communauté.

CERN rédigé par le Groupe Traduction et procès-verbaux de CERN en 2022 ou le *Guide de formulation non sexiste des textes administratifs et législatifs de la Confédération* conçu par la Chancellerie fédérale en 2000. Dans ce dernier, on peut lire la proposition suivante :

Le présent guide propose à la fois une synthèse des solutions envisageables pour la langue française, et quelques repères pour une application plus fréquente et plus ordonnée des principes de la formulation non sexiste. (p. 3.)

La troisième catégorie regroupe les guides dont l'objectif majeur est d'accommoder les personnes queers dans la communauté relative à l'organisation rédigeant le guide. Ces guides visent à rendre les personnes queers plus visibles et les assurer qu'elles font partie de la communauté au même titre que d'autres personnes. C'est l'objectif principal par exemple du *Petit guide des enjeux LGBTQIA+ à l'Université. À l'attention des professeur·e·s et chargé·e·s de cours à l'UQAM* rédigé par l'Université du Québec à Montréal (2018) ou du guide *Soyez des allié·es de la diversité des genres* rédigé par le Syndicat canadien de la fonction publique (2019) qui commence par les phrases suivantes :

En tant que personne cisgenre, vous pouvez être une alliée de plusieurs manières. Votre solidarité est nécessaire afin d'éliminer la discrimination et la violence faite aux personnes trans, bispirituelles et non binaires. (p. 1.)

Dans cette introduction, l'organisation s'adresse directement aux utilisataires du guide en employant une appellation spécifique afin qu'ils prêtent attention à la manière dont iels parlent aux personnes queers.¹⁹

4.5. Conclusion de l'analyse des guides

L'analyse des guides montre que la définition de la communication inclusive est différente en fonction des organisations, ce qui renvoie à une grande diversité concernant la perception et la réalisation de la communication inclusive au sein de la francophonie. Comme déjà mentionné, ces guides manifestent la volonté des organisations d'influencer l'utilisation et la perception de la communication inclusive dans la société. Étant donné que les guides adoptent une approche prescriptive ou descriptive à la langue, il sera intéressant d'observer dans la suite de ce travail si les individus partagent la même approche et ce qu'ils pensent de l'usage normatif de la langue. En outre, vu le lieu de publication des guides, il apparaît que ce phénomène linguistique se diffuse plus largement en dehors de la France, il sera donc préférable d'examiner, dans ce qui suit, si cela se reflète également dans les réponses de mes

¹⁹ Pour la catégorisation des guides selon leur objectif, voir Annexes (p. 13-14.).

participant·e·s de l'enquête. Enfin, il sera également important d'observer s'il y a des différences entre les usages adoptés par les personnes en fonction du fait si elles ont reçu ou non des conseils d'utilisation (p.ex. un guide) concernant la communication inclusive. L'analyse qui suivra permettra de mieux comprendre le rôle des guides dans la diffusion de la communication inclusive.

5. Résultats de l'enquête par questionnaire

5.1. Introduction

Comme déjà mentionné, le questionnaire a été rempli par 107 personnes ayant pour langue maternelle le français. Il se compose de 17 questions dont 15 questions à choix multiples et 2 questions ouvertes. Le questionnaire commence par des informations personnelles concernant le genre, l'âge, la nationalité, la résidence (pays) et la profession de la personne. Ensuite arrivent des questions générales sur la communication inclusive. Je m'intéresse à savoir si les participant·e·s de l'enquête sont familier·ère·s avec la communication inclusive en français, ce qu'ils en pensent (question ouverte) et s'ils l'utilisent. Ceux qui y répondent par l'affirmative, seront invité·e·s à répondre à d'autres questions sur son utilisation.

Mon questionnaire contient également des questions sur le contexte d'utilisation de la communication inclusive, sur les éventuels conseils reçus concernant son usage et sur son emploi obligatoire. Ceux qui seraient d'accord avec son usage obligatoire, doivent justifier leur réponse (question ouverte). Ensuite, je pose une question relative à la manière dont on formule l'écriture inclusive, et enfin, je propose deux listes de pronoms (personnels) neutres et on doit répondre s'il y en a un ou plusieurs que l'on connaît et/ou utilise.

Les deux étapes de l'analyse du questionnaire reposent sur les deux types de questions : questions à choix multiples et questions ouvertes. Dans l'analyse quantitative, j'analyse les résultats des questions à choix multiples qui présentent des tendances intéressantes relatives à la perception et à l'utilisation de la communication inclusive. Dans l'analyse qualitative, ce sont les réponses données aux deux questions ouvertes du questionnaire qui sont soumises à l'analyse. Suivant les réponses reçues à ces deux questions, j'ai établi deux catégories, en déclinant chacune en 3 sous-catégories, selon lesquelles j'analyse et présente les réponses. La première catégorie regroupe les opinions qui renvoient à l'idée selon laquelle la langue peut être considérée comme le reflet de la société. Les sous-catégories de cette catégorie qui viennent appuyer l'idée principale sont l'aspect sexiste de la langue française, l'aspect inclusif et le caractère excluant de la communication inclusive. La deuxième catégorie rend compte des

doutes autour de l'usage de la communication inclusive. Au sein de cette catégorie, j'ai regroupé l'avis des participant·e·s de mon enquête autour de trois axes : les doutes à propos de la mise en place de la communication inclusive en général, les doutes concernant son enseignement et les doutes autour de son emploi obligatoire.

Dans ce qui suit, je commence par présenter les résultats de l'analyse quantitative que je compléterai ensuite par les résultats de l'analyse qualitative.

5.2. Analyse quantitative

5.2.1. Statistiques générales

Dans les pages suivantes, je présente l'analyse quantitative du questionnaire qui permet d'examiner les tendances concernant la perception et l'utilisation de la communication inclusive. Le questionnaire a été rempli par 107 personnes de langue maternelle française âgées de 18 à 78 ans. Parmi les personnes ayant rempli le questionnaire, il y a 66 femmes (61,7%), 36 hommes (33,6%), 3 personnes non-binaires (2,8%) et deux personnes qui ne voulaient pas partager leur genre (1,9%). 65% des personnes déclarent être plus ou moins familières avec la communication inclusive. Quant à la question de savoir si les personnes l'utilisent, 11% répondaient « Oui, toujours », 43% « Oui, parfois » et 46% « Non, jamais », donc c'est plus de la moitié des participant·e·s de l'enquête qui l'utilisent à des degrés divers.

Les questions suivantes n'ont été posées qu'à ceux qui ont répondu à la question précédente avec « Oui, toujours » ou « Oui, parfois », ce groupe est composé de 61 personnes. En ce qui concerne le contexte dans lequel on utilise la communication inclusive, 39% des participant·e·s de l'enquête déclarent l'utiliser ou dans la vie privée (famille, ami·e·s, etc.) ou dans la vie professionnelle (établissement scolaire, lieu de travail) et 22% à la fois dans la vie privée et professionnelle. Dans le cas de cette question, il était possible de donner d'autres réponses parmi lesquelles deux réponses intéressantes sont à noter. La première réponse à mentionner était l'utilisation sur les réseaux sociaux. Même si cette réponse n'apparaît que chez 4 personnes, il semble que la communication inclusive soit en quelque sorte liée à la communication écrite, en particulier aux réseaux sociaux. Cela peut s'expliquer, d'une part, par le fait que certaines formulations de la communication inclusive ne peuvent pas être employées dans la langue parlée (Grinshpun, 2022). D'autre part, la situation de communication indirecte propre aux réseaux sociaux permet aux internautes d'utiliser la langue plus librement et à leur gré (Defede, Magdaraog, Thakkar, et al., 2021). L'autre réponse intéressante relève l'utilisation

de la communication inclusive dans le cas où l'on s'adresse à un groupe de personnes à des événements publics.

Il était également approprié de poser la question de savoir si les personnes utilisant la communication inclusive ont reçu des conseils à propos de son utilisation. 32 sur 61 personnes n'ont pas reçu de conseils, ce qui représente un peu plus de la moitié. 12 personnes affirment avoir obtenu des conseils à l'oral, et 17 personnes disent avoir reçu des conseils à l'écrit, par exemple sous forme de guide de communication inclusive. Pour terminer les questions générales sur l'utilisation de la communication inclusive, il arrive la question sur l'utilisation obligatoire de la communication inclusive, avec laquelle 26 sur 61 personnes seraient d'accord.

Dans la suite, j'ai posé une question sur la formulation de l'écriture inclusive. Ici, on devait cocher la formulation utilisée. On pouvait cocher plusieurs possibilités ou ajouter ses propres réponses. Les formulations les plus utilisées sont le point de ligne (un.e étudiant.e, 57,4%) et les parenthèses (un(e) étudiant(e), 42,6%). Le point médian, quoiqu'il soit considéré comme le signe typographique symbolique de l'écriture inclusive, est moins utilisé (un·e étudiant·e, 18%), et la barre oblique apparaît encore moins fréquemment (un/e étudiant/e, 11,5%). Le degré d'utilisation le moins important peut être constaté dans le cas du tiret (un-e étudiant-e, 1,6%) et dans celui de la formulation par des minuscules et majuscules (unE étudiantE, 1,6%). Comme il était possible de donner d'autres réponses, il y a encore quelques formulations à mentionner. Il y a certain·e·s qui préfèrent utiliser les guillemets doubles („”) ou les deux-points (:). Certain·e·s préfèrent plutôt écrire à mots pleins (un étudiant ou une étudiante), alors que d'autres disent que le signe typographique importe peu tandis que son utilisation est claire. Ce qui est très intéressant, c'est que l'une des réponses reçues témoigne d'un choix de signe typographique dépendant de la situation de communication. À titre d'exemple, cette personne utilise le point dans sa communication écrite dans un contexte professionnelle ou personnelle, et emploie les parenthèses en classe avec ses élèves. Il semblerait alors que le choix de signe typographique soit influencé par le degré de lisibilité des certaines formulations. Le point indique une utilisation plus facilement réalisable mais aussi une lisibilité moindre, puisque la personne en question, qui s'avère être professeure, choisit les parenthèses dont l'utilisation est moins pratique, mais ces dernières séparent plus visiblement les formes masculines et féminines²⁰. L'utilisation pratique du point est confirmée par la statistique : il est employé par

²⁰ Je suppose que l'utilisation de certains signes typographiques peut être considérée plus ou moins pratique en fonction de leur position sur le clavier. Le point est considéré comme plus facilement réalisable, puisqu'il nécessite la manipulation d'un seul bouton, tandis que les parenthèses en nécessitent plus, par conséquent, leur réalisation dure plus longtemps.

35 personnes sur 61 et les parenthèses arrivent en deuxième position (26 personnes sur 61 les utilisent).

À la fin du questionnaire, les participant·e·s ont reçu deux courtes listes : une liste de pronoms personnels non-binaires/neutres et une liste d'autres pronoms non-binaires/neutres. Dans un premier temps, on devait choisir les pronoms que l'on connaissait, puis cocher la réponse indiquant le degré d'utilisation (jamais-rarement-souvent-toujours). Le choix de ces pronoms repose sur des recherches précédentes examinant les mots non-binaires/neutres dans la littérature et dans d'autres analyses de corpus (Abbou, 2011 ; Alpheratz, 2018ab, 2019 ; Elmiger, 2015 ; Greco, 2012, 2014 ; Heinczinger, 2022 ; Labrosse, 1996). Ces questions sont posées de nouveau à toutes les participant·e·s de l'enquête (107 personnes).

Dans le cas de la première liste, le pronom *iel* s'avère être le plus connu (82,2% des participant·e·s le connaissent). Ce degré de connaissance est probablement dû à l'importante couverture médiatique²¹ du mot, puisque les autres pronoms personnels semblent sensiblement moins connus : *elleux* (31,8%), *ellui* (19,6%), *yel* (16,8%), *ille* (14%), *z* (11,2%), *el* (5,6%), *ul* (4,7%), *ol* et *al* (3,7%), *x* (1,9%) *y* et *ael* (0,9%). Il convient d'ajouter que 14% des participant·e·s de l'enquête disent ne connaître aucun de ces pronoms personnels.

Même si le pronom *iel* paraît bien connu, son utilisation ne reflète pas cette popularité. 61,7% des participant·e·s de l'enquête déclarent ne jamais l'utiliser, mais 38,3% disent l'employer à différents degrés (rarement : 19,6%, souvent : 12,2%, toujours : 6,5%). En ce qui concerne l'utilisation des autres pronoms personnels, 84-99% des participant·e·s de l'enquête affirment ne jamais les utiliser, leur emploi peut ainsi être considéré comme très peu significatif. À titre d'exemple, seulement 7,5% des participant·e·s disent souvent utiliser *elleux*, 4,7% affirment rarement utiliser *yel*, et seulement 1,9% déclarent rarement employer les pronoms *ille*, *ul*, *ol* et *el*.

Quant à la seconde liste, plus de la moitié (53,3%) des participant·e·s de l'enquête disent ne connaître aucun des pronoms listés. Les formes les plus connues sont celle de *toustes* (35,5%) et celle de *celleux* (31,8%). La connaissance d'autres pronoms semble ne pas être significative : *cellui* (15%), *ceuses* (5,6%), *tousses* et *ceulles* (3,7%). Leur usage est également très peu fréquent. Dans le cas du pronom *toustes*, 3,7% des participant·e·s déclarent toujours l'utiliser, 12,2% souvent, 6,5% rarement et 77,6% affirment ne jamais l'employer. Quant au

²¹ Pour ne citer que quelques articles : « Après la critique de Jean-Michel Blanquer, Le Robert défend l'ajout du mot "iel" dans son dictionnaire », *Le Figaro*, <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/malgre-la-polemique-le-robert-defend-l-ajout-du-mot-iel-dans-son-edition-en-ligne-20211117>, consulté le 6 janvier 2023 ; « Le pronom "iel" est une affaire linguistique en cours », *France Culture*, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/affaire-en-cours/le-pronom-iel-est-une-affaire-linguistique-en-cours-1515460>, consulté le 6 janvier 2023.

pronom *celleux*, les pourcentages sont similaires : 4,7% disent toujours l'utiliser, 6,5% souvent, 6,5% rarement et 82,2% jamais. La récurrence d'autres pronoms est encore moins fréquente, car 93-100% des participant·e·s déclarent ne jamais les utiliser.

5.2.2. Statistiques critériées

L'analyse de l'aspect de l'âge concernant la perception de la communication inclusive a fourni des informations importantes²². Puisque la médiane de l'âge des participant·e·s est 36 ans, j'ai regroupé les participant·e·s dans deux groupes : personnes âgées de 18 à 36 ans (54 réponses) et celles âgées de 37 à 78 ans (53 réponses). Quant à l'analyse des réponses selon l'âge des participant·e·s, les personnes âgées de 18 à 36 ans s'avèrent plus ouvertes à la communication inclusive : 77,8% déclarent la connaître et 72,2% affirment l'utiliser à des degrés divers dont plus de la moitié serait d'accord avec son utilisation obligatoire. Quant aux personnes âgées de 37 à 78 ans, elles sont plus modérées dans leur acceptation de ce phénomène linguistique : 52,8% disent le connaître et 41,5% déclarent l'utiliser dont plus d'un quart serait d'accord avec son utilisation obligatoire.

Dans l'analyse des guides, il apparaît que la plupart sont publiés hors de la France, ce qui pourrait faire émerger l'hypothèse selon laquelle les Français·e·s ne sont pas aussi bien informé·e·s sur ce phénomène linguistique que les autres Francophones. Cela pose la question de savoir s'il y a une différence entre les réponses des participant·e·s français·e·s et celle des participant·e·s belges²³, vu que le pays francophone le plus représenté dans l'enquête à part la France est la Belgique. 42,3% des participant·e·s belges et 73,1% des participant·e·s français·e·s se disent familier·ère·s avec la communication inclusive et 46,2% des participant·e·s belges et 60,2% des participant·e·s français·e·s déclarent l'utiliser à des degrés divers. Ces données semblent réfuter l'hypothèse précédemment énoncée.

Pour analyser l'effet des guides de communication inclusive sur la diffusion et l'utilisation de ce langage, il convient de comparer les réponses des participant·e·s selon qu'ils ont reçu ou non des conseils concernant son utilisation. La statistique²⁴ montre que ceux, qui ont reçu des conseils à l'écrit, sont non seulement plus ouverts (70,6%) à une utilisation obligatoire de la communication inclusive que ceux qui n'en ont reçu aucun (31,3%), mais également ils attestent une meilleure connaissance et une utilisation plus courante des mots non-genrés. À titre d'exemple, 6,5% des participant·e·s ayant reçu des conseils à l'écrit utilisent toujours l'un

²² Pour l'analyse des réponses en fonction de l'âge des participant·e·s, voir Annexes (p. 15.).

²³ Pour l'analyse des réponses en fonction de la nationalité des participant·e·s, voir Annexes (p. 16.).

²⁴ Pour l'analyse des réponses en fonction des conseils reçus concernant la communication inclusive, voir Annexe (p. 17-18.).

des pronoms non-binaires/neutres, tandis que ce taux n'est que 0,3% dans le cas des personnes n'ayant reçu aucun conseil. Cela indique que les guides de communication inclusive semblent avoir un impact à la fois sur la perception et l'utilisation de la communication inclusive. Vu que ceux ayant reçu des conseils utilisent moins de formes possibles de l'écriture inclusive que ceux n'ayant pas obtenu de conseils, on peut supposer qu'il y a une norme en voie d'émergence, ce qui peut expliquer l'utilisation prédominante de certains modes de formulation, notamment la formulation par le point et le point médian.

5.2.3. Conclusion de l'analyse quantitative

L'analyse quantitative a fourni des résultats importants pour construire une image complexe concernant l'utilisation de la communication inclusive. Comme déjà mentionné, le nombre de participant·e·s au questionnaire ne permet pas de tirer de conclusions générales au regard des sociétés francophones, mais on peut tout de même observer quelques tendances. Étant donné que 61 sur 107 personnes déclarent utiliser la communication inclusive et que 70 sur 107 personnes se disent familières avec celle-ci, cette communication semble être présente, à des degrés divers, dans la vie quotidienne des gens. Cette affirmation peut être corroborée par le degré de connaissance du pronom *iel* (88 personnes sur 107 affirment le connaître), ce qui indique, en plus, le rôle important des médias dans la diffusion de la communication inclusive. Malheureusement, le questionnaire n'a pas recueilli suffisamment de réponses pour pouvoir comparer la situation de cette communication chez des personnes vivant en France et en dehors de la France. Cependant, l'analyse des réponses en fonction de l'âge des répondant·e·s nous a permis de voir que l'âge joue un rôle important dans la perception et l'utilisation de la communication inclusive. L'analyse des réponses en fonction du fait que les participant·e·s ont reçu ou non des conseils concernant l'utilisation de la communication inclusive a donné comme résultat que les conseils, voire les guides de communication inclusive, remplissent une fonction importante non seulement dans la diffusion des pratiques de la communication inclusive, mais également dans celle de ses principes.

5.3. Analyse qualitative

Les questions ouvertes de mon questionnaire permettent de rendre compte de l'opinion des locutaires concernant la communication inclusive. Cela me paraît important puisque le phénomène en question suscite encore aujourd'hui des polémiques que ce soit dans la sphère scientifique, politique ou sociale. L'entrée du débat dans la sphère politique est également contestée par l'une des répondant.e.s selon qui la question de la communication inclusive est

« trop politisée pour quelque chose qui devrait être purement linguistique »²⁵. En effet, la question se pose de savoir pourquoi la communication inclusive ne reste pas uniquement l'objet de la linguistique. Les premières réalisations de la communication inclusive ont apparues vers la fin du XX^e siècle. Ces pratiques visaient initialement à inclure les femmes dans la société en les rendant plus visibles dans la langue, cette dernière témoignant d'une sorte de dominance masculine en raison du genre grammatical. Cependant, les nouvelles pratiques étaient fortement écartées de la norme, ou autrement dit de la langue légitime pour le soutien de laquelle ont été établies des institutions spécialement aménagées à cette fin (Bourdieu, 1982 : 51). Une telle fonction est associée par exemple à l'Académie française qui, depuis le XVII^e siècle, promeut la langue légitime en préservant, défendant et diffusant sa forme normalisée et codifiée. La désignation d'une langue légitime se passe par une domination politique reproduite par ces institutions capables d'en imposer la reconnaissance universelle de la langue dominante, ce qui explique la conformité de la langue officielle à la politique dominante de la communauté linguistique et le rôle de la politique dans cette question (Bourdieu, 1982 : 28). Une des participant.e.s au questionnaire formule également l'idée d'une influence politique liée à la langue française : « il est important de rendre la langue française inclusive car la langue reflète la culture et l'histoire d'un peuple, et donc influe beaucoup aussi en politique »²⁶. Étant donné que la politique exerce une influence considérable sur le développement de la norme linguistique, le degré d'inclusion imposé par les représentants du pouvoir influe, de manière indirecte, sur le sentiment d'appartenance de certains groupes minoritaires à la société. Instances médiatrices de la langue de référence, les médias locaux peuvent participer à la politique linguistique en diffusant par exemple une communication susceptible d'inciter les habitant.e.s à être plus ou moins ouvert.e.s à certains changements sociaux ainsi qu'à des changements linguistiques survenus en raison des changements sociaux (Rosier, 2002 ; Worley, 2018).

Comme le fait remarquer une participante au questionnaire, le sentiment d'appartenance à la société s'avère essentiel : « se sentir mis à l'écart dans la société pourrait empirer les personnes non incluses »²⁷. Ses propos résonnent avec ceux de Worley (2018) selon lesquels si des groupes de personnes au sein d'une communauté ont l'impression que celle-ci ne se

²⁵ Femme, 30 ans, française, professeure.

²⁶ Femme, 22 ans, française-hongroise-espagnole, étudiante.

²⁷ Femme, 25 ans, française, professeure de français.

préoccupe pas des questions importantes pour elleux²⁸, ces groupes risquent de se désengager de la communauté par frustration et mécontentement.

L'enquête par questionnaire avait également pour objectif d'observer l'opinion et le degré de préoccupation des membres des sociétés francophones concernant la communication inclusive. Dans ce qui suit, je présenterai les réponses recueillies ainsi que les conclusions qui peuvent en être tirées. L'analyse sera divisée en deux grandes catégories, chacune subdivisée en trois sous-catégories. La première catégorie regroupe les réponses dans lesquelles on relève une sorte de relation entre la langue et la société. Cette catégorie est ensuite répartie selon l'aspect sexiste et l'aspect inclusif de la langue française, et le caractère excluant de la communication inclusive. La deuxième catégorie rassemble les doutes émis concernant le sujet de l'étude en question. Ils ont été également rangés dans trois sous-catégories : les doutes sur l'emploi de la communication inclusive, les doutes sur son rôle dans l'éducation et les doutes quant au besoin de la rendre obligatoire. Cette catégorisation permet de mieux comprendre les opinions et les préoccupations des gens concernant la communication inclusive. Les catégories ont été établies d'après les réponses fournies aux questions suivantes : *Que pensez-vous de la communication inclusive ? ; Pourquoi pensez-vous qu'il serait important de rendre la communication inclusive obligatoire ?* Chaque réponse présentée est suivie des données des participant·e·s (genre, âge, nationalité, profession). La profession des participant·e·s est indiquée pour deux raisons. D'une part, les professions jouent un rôle important dans certaines sous-catégories : par exemple quand on s'occupe du rôle de la communication inclusive dans l'éducation, l'opinion des enseignant·e·s sera mise en évidence. D'autre part, il est intéressant d'observer les formes féminisées auxquelles les participantes ont recours pour se désigner. Les extraits de réponses cités dans ce travail sont reproduits tels qu'ils apparaissent dans le questionnaire, sans aucune correction.

²⁸ Pronom personnel tonique non-binaire/neutre formé par une neutralisation formelle issue de la contamination des pronoms personnels tonique *eux* et *elles* (Elmiger, 2015).

5.3.1. La langue perçue comme reflet de la société

5.3.1.1. « Déconstruire une mentalité linguistique très masculine » : une hiérarchie sexiste dans la langue ?

La présente partie de l'analyse est axée sur la sous-catégorie d'opinions qui soulignent l'existence d'une hiérarchie sexiste de la langue française :

Dans cette quête universelle de **l'égalité des sexes**, il me semble important que **le féminin ait sa place dans l'écriture d'une langue et dans la pensée de celle-ci**, et qu'elle permette de déconstruire une **mentalité linguistique très masculine**. Une langue n'est pas figée dans le temps. Les règles de grammaire et d'orthographe doivent **évoluer avec les mœurs** et le temps. C'est pourquoi on appelle ça une **langue vivante**.

(Femme, 53 ans, française, comédienne)

Comme cette réponse d'une comédienne indique, plusieurs participant·e·s affirment dans leurs réponses que le caractère sexiste de la langue française maintient les valeurs d'un ordre social plus ancien qui ne sont plus valables dans la société d'aujourd'hui.

Deux approches peuvent être distinguées dans les réponses. Certaines réponses traitent la langue comme un reflet de la société.

[...] elle [la langue] est **un reflet de la réalité sociale** et historique de ses locuteurs. [...]

(Femme, 24 ans, française, enseignante de FLE)

[...] la langue **reflète la culture et l'histoire d'un peuple** [...]

(Femme, 22 ans, française-hongroise-espagnole, étudiante)

[...] **reflet de nos sociétés en évolution** [...]

(Femme, 42 ans, française, enseignante)

D'autres réponses estiment plutôt que la langue est un moyen de faire changer la société.

[...] **une langue évolue et il faut se mettre à jour avec les ressentis des gens** [...]

(Femme, 25 ans, française, professeure de français)

Je pense qu'il faudrait rendre obligatoire la communication inclusive **pour changer les mœurs, et faire évoluer la société** (française ou autre). [...]

(Femme, 25 ans, française, professeure de FLE)

Promouvoir une société moins patriarcale, cela passe également par le langage.

(Femme, 27 ans, française, gestionnaire de projets internationaux)

La différence entre ces deux approches réside dans la perception du rôle de la langue au sein de la société. L'une des approches estime que l'évolution de la langue suit les changements sociaux, tandis que l'autre approche met l'accent sur le fait que des changements sociaux peuvent être engendrés par la langue.

Le renvoi au sexisme apparaît aussi différemment dans les réponses. Parfois, le sexisme est explicitement mentionné, comme « conception sexiste », « sexisme », « règle sexiste », mais certain·e·s participant·e·s le mentionnent sous forme implicite telle que « démocratiser »,

« dynamiques d’invisibilisation liées au genre », « déséquilibre », « dominance » ou « patriarcat ».

Il faut aussi noter l’apparition de différentes perspectives du sexisme dans les réponses des participant·e·s.

Cela contribue à arrêter la **dominance masculine**.

(Femme, 28 ans, belge, psychologue)

[...] cela permet de palier au fait que la langue française ait une **tendance à privilégier le genre masculin**.

(Femme, 28 ans, française, enseignante de FLE)

[...] au vu de l’**importance du masculin dans la langue française** [...]

(Homme, 24 ans, française, chargé de mission juridique)

Ces personnes envisagent le sexisme du point de vue masculin en le caractérisant dominant et privilégié, tandis que d’autres réponses soulignent le point de vue des femmes ayant besoin d’une meilleure représentation :

[...] **la présence du féminin dans l’espace social** [...]

(Femme, 24 ans, française, enseignante de FLE)

[La communication inclusive] assurerait une meilleure **représentation du genre féminin** dans la langue [...] [et] une meilleure **représentation des femmes ou personnes de genre féminin dans la société**, au quotidien. [...]

(Femme, 28 ans, française, enseignante de FLE)

Elle [communication inclusive] me semble être un moyen important de remettre en visibilité les différents genres et de **rendre sa place le féminin et les femmes**.

(Femme, 25 ans, française, chargée de projets événement)

À côté de la perspective féminine et masculine, certaines réponses rendent compte de la question en caractérisant la relation entre les deux genres :

La communication inclusive permet d’inclure tout le monde au lieu de **cacher des femmes et minorités de genres derrière les hommes**.

(Non-binaire, 22 ans, français, étudiante²⁹)

Une initiative linguistique parmi d’autres pour **mettre au même rang les genres**.

(Homme, 49 ans, français, enseignant de français et d’anglais)

Dans ces réponses, une hiérarchie sexiste apparaît par la caractérisation inégale et déséquilibrée de la relation des genres.

Si certain·e·s prônent le progrès de la cause féministe dans et à travers la langue française, d’autres remettent en question ce potentiel.

La communication inclusive **ne fait pas vraiment avancer la condition féminine**.

(Femme, 62 ans, française, attachée)

²⁹ Substantifs de genre non-binaire/neutre qui remplacent l’opposition binaire entre *français* - *française* et *étudiant* - *étudiante* (Alpheratz, 2018b ; Ashley, 2019).

C'est une transformation superficielle qui **n'aide pas à améliorer la condition des femmes**.

(Homme, 37 ans, français, enseignant)

D'autres réponses témoignent des sentiments plutôt ambivalents à l'égard du rôle de la communication inclusive dans l'évolution linguistique et sociale et de son efficacité.

J'éprouve un sentiment ambivalent. Je ne peux pas m'empêcher de penser qu'elle part d'une **intention** peut-être **louable** mais que **le problème qu'elle tente de résoudre ne peut être résolu de cette manière-là**.

(Femme, 51 ans, française, professeur)

Elle est parfois **contre instinctive mais nécessaire** pour l'évolution de la langue.

(Homme, 25 ans, français, chargé de mission audiovisuelle)

Je serais **pour une communication inclusive légère**, qui peut remettre en question certains **vieux principes** de la langue française (ex.: **le masculin l'emporte**) **mais pas non plus renier toutes les constructions acquises**. Le féminisme a bien sûr une pertinence fondamentale, mais pas dans n'importe laquelle de ses expressions.

(Homme, 43 ans, belge, enseignant)

Enfin, comme la question de la communication inclusive est un sujet qui divise fortement les membres de la société, certaines réponses montrent une plus ou moins forte aversion pour ce sujet en remettant, par exemple, en question sa cause.

Est - ce que **en mettant des mots la société va - elle changer ???**

(Femme, 62 ans, belge, retraitée)

D'autres réponses ne reconnaissent pas le droit d'exister de la communication inclusive en la caractérisant comme superflue, temporaire, ou destructrice.

Je ne pense pas que cela soit nécessaire, nous avons des règles de langues qui sont écrites depuis des centaines d'années [...].

(Femme, 33 ans, française, professeure de FLE)

Vague mode comme **les hippies de 68**.

(Femme, 34 ans, française, responsable comptable)

Je voudrais rester poli, mais cela m'est en la circonstance, extrêmement difficile : cette **“écriture”** est un instrument de **destruction de la culture française**. [...] Cette **“écriture”** est l'instrument du **wokisme**, du **féminisme idéologique** et finalement de la **négation de la culture française**. A combattre avec force et vigueur sous toutes les formes possibles, y compris la kalachnikov et le lance-flamme.

(Homme, 78 ans, français, retraité ex-ingénieur chimiste)

La mise entre guillemets et l'utilisation des mots *wokisme*, mot de la politique de droite, et *idéologisme*, attribuent à la communication inclusive une connotation péjorative.

De nombreux·euse·s participant·e·s affirment dans leurs réponses avoir détecté une « mentalité linguistique masculine » qui est vraisemblablement due au principe « le masculin l'emporte sur le féminin », également mentionné par nombreux guides. Les réponses présentées

ci-dessus relèvent la problématique de la relation entre la prépondérance du genre grammatical masculin dans la langue française et la structure de la société, et démontrent un certain intérêt envers les nouveaux principes plus égalitaires de la communication inclusive. Ces principes apparaissent également dans plusieurs guides de communication inclusive dont l'objectif principal consiste à transmettre des valeurs égalitaires de genre.

Même si la plupart des participant·e·s expriment des sentiments positifs à l'égard de la communication inclusive, certaines personnes n'ont pas d'avis polarisé ou même rejettent ses principes et son utilisation en raison de sa forme, de l'idéologisme véhiculé, de son efficacité ou de son manque de nécessité ressenti.

5.3.1.2. « Des mécanismes linguistiques ouverts à tous » : dégenrer, neutraliser et inclure ?

Parallèlement à l'acceptation et à la reconnaissance croissantes des minorités de genre, il devient de plus en plus actuel de dégenrer la langue française pour rendre ceux visibles sur le plan linguistique qui ne s'identifient ni comme femme, ni comme homme (Sinner, 2014). Les participant·e·s de l'enquête se réfèrent à ces personnes comme ceux qui ne se retrouvent pas dans les « cases » traditionnelles, la communauté LGBTQ+ ou les minorités de genres. Ceux qui abordent ce sujet dans leur réponse attribuent à la neutralisation de la langue une connotation plutôt positive en affirmant que c'est « le futur de la communication », « une solution possible », « une bonne solution/chose », « essentiel », « un moyen important de remettre en visibilité les différents genres » et « (très) utile pour mettre en place des mécanismes linguistiques ouverts à tous ». Les participant·e·s adoptent deux approches vis-à-vis du dégenrement.

[...] **inclure les femmes et minorités de genre** dans la langue (aka dans la politique, la culture et l'histoire).

(Femme, 22 ans, française-hongroise-espagnole, étudiante)

[...] **inclure tout le monde au lieu de cacher des femmes et minorités de genres derrière les hommes.** [...]

(Non-binaire, 22 ans, français, étudiante)

Ces personnes envisagent le dégenrement de la langue du point de vue de l'inclusion des femmes et des personnes non-binaires. D'autres préfèrent se concentrer exclusivement sur la position des personnes non-binaires dans ce contexte, comme le font certains guides qui proposent exclusivement des pratiques de communication inclusive relatives aux personnes non-binaires.

En français **l'absence de neutre** entraîne jusqu'à présent **la nécessité de choisir un genre** entre le féminin et le masculin. L'écriture inclusive apporte une solution possible.

(Homme, 56 ans, français, cadre administratif)
Je pense que c'est bien qu'on prenne de plus en plus en compte **la communauté LGBTQ+** et qu'on puisse **communiquer avec les personnes concernées de la manière dont elles le souhaitent**.

(Femme, 24 ans, belge, juriste consultante en protection des données)

De plus, les réponses reçues au questionnaire énumèrent plusieurs avantages de la neutralisation de la langue.

[...] c'est bien [...] qu'on puisse **communiquer avec les personnes concernées de la manière dont elles le souhaitent**.

(Femme, 24 ans, belge, juriste consultante en protection des données)

[...] elle [communication inclusive] permet d'**être sûr au premier coup d'œil des genres des personnes citées**.

(Non-binaire, 22 ans, français, étudiant·e)

Ces réponses sont formulées du point de vue des personnes qui veulent s'adresser aux personnes non-binaires. À l'aide de cette communication, on rend ces personnes visibles dans la langue et dans la situation de communication. En outre, il y a des réponses qui ne font pas la distinction entre les genres et visent à les inclure dans la communication de manière générale.

[...] **s'adresser à toutes les personnes** en même temps.

(Femme, 29 ans, française, professeur de FLE)

Utile pour **celles et ceux qui souhaitent être mieux représentés** [...].

(Femme, 28 ans, française, professeure de FLE)

C'est **essentiel** pour que chacun **se sente reconnu**.

(Femme, 37 ans, française, professeure)

Elle me semble être **un moyen important** de remettre en visibilité **les différents genres** [...]

(Femme, 25 ans, française, chargée de projets événement)

Étant donné que le corpus ne contient pas de réponses exprimant explicitement une opinion négative sur le rôle du dégenrement de la langue française (on peut seulement supposer que les réponses contre la communication inclusive présentées dans la sous-catégorie précédente s'appliquent également ici), on ne peut pas tirer de conclusions générales concernant sa perception sociale. Cependant, les réponses affichées ci-dessus témoignent d'une importance de la neutralisation de la langue en vue d'inclure non seulement les femmes, mais aussi d'autres minorités de genre dans la langue et ainsi dans la société, ce qui offre une aide non seulement aux personnes concernées, mais aussi à celles qui veulent s'adresser à elles de manière égalitaire.

5.3.1.3. « Énième prétexte pour ostraciser » : une langue inclusive qui exclut ?

Comme évoqué à plusieurs reprises dans le présent travail, la communication inclusive a été créée dans le but de rendre plus visibles dans la langue ceux qui y sont peu considéré·e·s.

Selon Loison et Perrier (2022), la communication inclusive semble échouer dans sa mission. Cette idée peut également être repérée dans les réponses des participant·e·s au questionnaire qui relèvent quatre aspects par lesquels la communication inclusive peut être perçue comme une pratique excluante : la cause féministe, les handicaps cognitifs et la cécité, la discrimination liée à l'orthographe et l'exclusion de ceux qui n'incluent pas.

En ce qui concerne la cause féministe et l'écriture inclusive, une critique est formulée par rapport à la lettre *e* entre parenthèses³⁰ qui met symboliquement les femmes entre parenthèses, tandis que l'utilisation des majuscules³¹ est accusée de mettre trop en avant les femmes dans des textes qui se veulent égalitaires (Abbou et al., 2018 ; Viennot 2022). La même critique apparaît chez plusieurs participant·e·s de l'enquête.

[L'écriture inclusive] est inutile. C'est une transformation superficielle qui **n'aide pas à améliorer la condition des femmes**. [...]

(Homme, 37 ans, français, enseignant)

Peu lisible, **ne fait pas vraiment avancer la condition féminine**.

(Femme, 62 ans, française, attachée)

Ces réponses reprochent à l'écriture inclusive son inefficacité due à sa superficialité et sa lisibilité moindre.

L'un des aspects excluants de l'écriture inclusive est celui de la difficulté de compréhension pour les personnes avec des handicaps cognitifs. Même si Viennot (2022), faute de recherches approfondies, doute de l'existence de ce problème, l'Académie française, dans sa lettre ouverte (2021), évoque cette problématique : « la complexité [de cette écriture] pénalise les personnes affectées d'un handicap cognitif, notamment la dyslexie, la dysphasie ou l'apraxie ce qui aggrave davantage les inégalités ». Deux participant·e·s y font également référence.

[la communication inclusive] me semble toutefois **difficile à mettre en place**, surtout dans le cas [...] **des personnes souffrant de dyslexie**. [...]

(Homme, 25 ans, français, doctorant)

[...] Ne pas oublier cependant de penser **aux personnes ayant des difficultés pour lire et écrire** et les inclure, elleux aussi, dans le processus qui peut être plus difficile pour elleux.

(Femme, 24 ans, française, étudiante en psychologie)

Dans ces réponses, les participant·e·s mentionnent la situation défavorisée des personnes souffrant d'handicap cognitif et attirent l'attention à l'importance de les inclure dans le processus de développement d'une communication inclusive. Même si les participant·e·s ne s'y réfèrent pas, il faut mentionner que l'écriture inclusive pose également problème aux

³⁰ Par exemple : étudiant(e).

³¹ Par exemple : étudiantE.

personnes ayant une déficience visuelle, étant donné que « les logiciels de synthèse vocale ne peuvent (pour le moment) pas “lire” les points médians³² » (Loison, Perrier, 2022).

En ce qui concerne les personnes ayant un handicap cognitif ou une déficience visuelle, certains guides de communication inclusive trouvent important de faire connaître la situation de ces personnes et les représentent dans le discours sur la communication inclusive.

Ensuite, certaines réponses soulignent la problématique de la discrimination liée à l'orthographe. Une enseignante³³ partage ses expériences concernant la difficulté de ses élèves à écrire de manière correcte.

Cela [l'orthographe des élèves] conduisait parfois à des **préjugés sur leur intelligence et à une perte de confiance.**

(Femme, 27 ans, néerlandaise, enseignante)

C'est la raison pour laquelle elle craint que l'écriture inclusive rende l'orthographe plus difficile qu'elle ne l'est déjà en minant davantage la confiance en soi des élèves.

La quatrième problématique concernant le caractère excluant de la communication inclusive réside dans la normalisation de ce type de communication. Cet aspect est relevé par une participante de l'enquête qui émet des réserves sur le fait que la communication inclusive pourrait devenir la norme :

[...] si l'écriture “**inclusive**” devenait la norme, je crains qu'elle **ne perde bien vite sa vocation initiale** pour devenir un **énième prétexte pour ostraciser** ceux qui la **refusent** (Bouh, les arriérés !) ou ceux qui **n'arrivent pas à l'employer** “correctement” (Ouah la faute !).

(Femme, 27 ans, néerlandaise, enseignante)

Cette réponse soulève un certain nombre d'autres problèmes connexes, qui ne peuvent être définis et résolus que sur une base hypothétique, puisque l'utilisation de la communication inclusive est pour le moment loin d'être normalisée.

5.3.2. Doutes autour de l'usage de la communication inclusive

5.3.2.1. « Bon concept mais difficile à mettre en place » : comment faire ?

La majorité des doutes exprimés par les participant·e·s concernent la mise en pratique de la communication inclusive. Beaucoup de participant·e·s déclarent que la communication inclusive – surtout l'écriture inclusive – est trop compliquée à utiliser, parce qu'elle alourdit et ralentit la lecture et que cela ne résout pas la question du genre dans le discours oral. Les

³² Dans ce sens, la présente étude pourrait être également considérée comme une rédaction excluante.

³³ Femme, 27, néerlandaise, enseignante.

réponses reflètent en général une opinion négative concernant la communication inclusive lorsqu'il s'agit de son application, car il est difficile de l'intégrer dans les textes courants. Certain·e·s participant·e·s ont tout de même fait des suggestions concernant le contexte dans lequel iels considèrent son utilisation comme appropriée, donc utile pour certains usages. Les participant·e·s estiment que le recours à la communication inclusive est approprié dans un mail professionnel, une annonce, un discours adressé à un public plus large, une affiche publicitaire, une offre d'emploi, la communication au sein d'une université, des lois, des formulaires, des journaux et dans le domaine administratif ou officiel. Les avis sont mitigés concernant l'emploi de la communication inclusive dans l'affiche publicitaire ou dans les textes littéraires. Selon une participante de l'enquête, la communication inclusive n'a que peu de place dans la littérature. Une deuxième participante déclare également qu'elle détesterait lire un roman rédigé en écriture inclusive, tandis qu'une troisième participante confie que le pronom iel / iels ne la dérangerait pas vraiment dans la littérature. En plus des divergences quant au choix du contexte, plusieurs participant·e·s évoquent d'autres difficultés de natures différentes.

[...] **comment accorder les adjectifs** pour lesquels il ne suffit pas d'ajouter un "e"
(beau/belle) ?

(Femme, 61 ans, belge, enseignante)

[...] **application souvent lacunaire et incohérente.**

(Femme, 42 ans, française, enseignante)

[...] **mise en œuvre me paraissant plus aléatoire.**

(Femme, 67 ans, française, médecin)

L'écriture inclusive [...] dans sa forme actuelle, est un peu **complexe à utiliser** [...].

(Homme, 56 ans, française, cadre administratif)

[...] **très compliqué** à utiliser à l'écrit ou à l'oral. Je ne trouve pas ça **esthétique non plus.**

(Femme, 28 ans, française, professeure de FLE)

Ces réponses témoignent des difficultés dues au manque de règles concrètes, ce qui entraîne non seulement de nombreux doutes chez les locutaires, mais aussi une utilisation complexe et difficile à comprendre. Étant donné que la plupart³⁴ des participant·e·s de l'enquête n'ont pas reçu de conseils concernant la communication inclusive, ces témoignages confirment les résultats de l'analyse quantitative, à savoir que ceux, qui n'ont pas reçus de conseils, attestent une utilisation moins courante et moins confiante de la communication inclusive.

Les réponses suivantes relèvent une autre difficulté qui réside dans le manque de l'acquisition/apprentissage de la communication inclusive.

[...] je ne l'utilise que très rarement lorsque j'écris car **je n'en maîtrise pas tous les codes**
et cela prend du temps.

³⁴ On ne sait pas si les autres ont reçu des conseils, puisqu'ils ont affirmé de ne pas utiliser la communication inclusive, par conséquent le questionnaire ne leur a pas posé la question sur les conseils reçus.

(Femme, 27 ans, française, gestionnaire des projets internationaux)
[...] compliqué à adapter à chaque fois **sans avoir bien appris**.

(Non-binaire, 22 ans, français, étudiante)

Pour conclure l'analyse de cette sous-catégorie, il convient de faire une comparaison entre l'utilisation de la communication inclusive par les individus et l'objectif des guides de communication inclusive. Un grand nombre de réponses témoignent de la nécessité d'élaborer des règles concrètes relatives à la communication inclusive, parce que le manque de règles et le manque de leur apprentissage ont un impact significatif sur l'utilisation confiante de la communication inclusive. Les guides essaient de répondre à ce besoin en fournissant des conseils pour choisir parmi les formulations possibles de la communication inclusive. Certaines réponses attestent le besoin d'enseigner ces règles en affirmant qu'elles devraient être mieux expliquées, ce qui attire l'attention sur le rôle de l'éducation dans la diffusion des pratiques de la communication inclusive.

5.3.2.2. « Chers étudiants, chères étudiantes » : comment enseigner ?

Comme déjà mentionné, le rôle de l'éducation dans la diffusion des règles et des principes de la communication inclusive est évoqué par plusieurs participant·e·s de l'enquête. Pour mieux comprendre le rôle du système scolaire dans la diffusion des normes linguistiques, je voudrais citer Bourdieu (2001 : 75) qui le caractérise de la façon suivante :

Dans le processus qui conduit à l'élaboration, la légitimation et l'imposition d'une langue officielle, le système scolaire remplit une fonction déterminante : "Fabriquer les similitudes d'où résulte la communauté de conscience qui est le ciment de la nation".

Vu le nombre considérable d'enseignant·e·s de FLE parmi les participant·e·s au questionnaire, il me semble approprié d'étudier de plus près leur opinion quant à la place de la communication inclusive dans l'éducation. Certaines réponses témoignent d'une plus ou moins forte aversion en ce qui concerne l'intégration de la communication inclusive dans l'éducation.

[...] **le français est déjà bien assez compliqué à apprendre** comme ça pour ne pas ajouter d'autres difficultés.

(Femme, 33 ans, française, professeure de FLE)

Quant à mes apprenants actuels, des lycéens de nationalité hongroise, il leur est déjà suffisamment compliqué d'assimiler le fait qu'il existe **des formes masculines et féminines pour de nombreux mots**, alors je ne songe même pas à leur expliquer qu'il faudrait désormais écrire un condensé des deux formes, entrecoupé de points médians. [...]

(Femme, 27 ans, néerlandaise, enseignante de FLE)

[...] Cependant, elle [communication inclusive] est difficile à mettre en place **auprès des plus petits niveaux de FLE (A1-A2)** surtout en ce qui concerne l'apprentissage de la lecture et la compréhension écrite.

(Femme, 25 ans, française, professeure de FLE)

Tandis que certain·e·s refusent l'idée de l'enseignement de ce langage en raison de la grammaire difficile de la langue française, d'autres semblent être plus ouvert·e·s à son intégration dans l'éducation.

[...] je pense qu'exposer les apprenant·e·s de français aux variations grammaticales liées au genre peut leur **faciliter l'acquisition des règles et de la logique**.

(Femme, 24 ans, française, enseignante de FLE)

Chez un public adolescent en pleine construction sociale, il est important de **montrer l'ouverture que pourrait procurer l'écriture inclusive** (par exemple) sur la façon dont on peut **percevoir notre environnement**.

(Femme, 25 ans, française, professeure de FLE)

Au sein d'une université (mon lieu de travail), **le langage non-sexiste devrait être appliqué sans réserve**. Il devrait y avoir **plus d'informations** à ce sujet et **plus de cours et/ou d'ateliers** proposant une discussion tournant autour du langage inclusif.

(Femme, 41 ans, française, enseignante-chercheuse)

D'autres enseignant·e·s voient cette question d'un œil différent et proposent que la communication inclusive devrait être enseignée pour faciliter l'acquisition de la logique, pour façonner la perception du monde par les élèves, et qu'il devrait y avoir plus de cours fournissant des pratiques du langage inclusif. Ce principe est préconisé par plusieurs universités francophones qui ont même rédigé leur propre guide de communication inclusive.

Un autre participant conclut bien la question de cette sous-catégorie : « utile de l'apprendre, mais nécessite beaucoup de pédagogie »³⁵. Les avis négatifs et les doutes émanent en partie d'une méthodologie pas suffisamment développée pour une intégration efficace de l'enseignement de la communication inclusive en cours de français sans que les enseignant·e·s ne soient confrontés à des difficultés supplémentaires dans l'enseignement de la langue (étrangère).

5.3.2.3. « Si on l'utilisait tou.te.s, cette question ne se poserait pas » : utilisation obligatoire ?

Certaines réponses expliquent que l'utilisation peu fréquente de la communication inclusive est due au fait que cela n'est pas dans les habitudes.

Je pense que c'est important de la mettre en place mais qu'il est difficile de **changer les habitudes**. Cela prendra donc du temps avant qu'elle ne soit adoptée par tous.

(Femme, 23 ans, française, professeure de FLE)

Les 26 participant·e·s se déclarant favorables à l'emploi obligatoire de la communication inclusive ont été invité·e·s à développer leur point de vue. Il convient de constater que selon

³⁵ Homme, 31 ans, français, diplomate.

ces personnes l'utilisation obligatoire de la communication inclusive est une bonne solution pour

[...] que **chacun.e apprenne à l'utiliser et se rende compte que ce n'est pas si difficile**. Beaucoup de personnes sont de bonne volonté sur ces sujets mais n'essaient même pas de l'utiliser sous prétexte que ce n'est pas suffisamment lisible. Si on l'utilisait tou.te.s cette question ne se poserait pas.

(Femme, 25 ans, française, chargée de projets événement)

Les participant·e·s de l'enquête plaident en faveur de l'utilisation obligatoire de la communication inclusive pour « changer les mœurs, et faire évoluer la société », « le respect de tous », pour éviter des stéréotypes de genre et le sexisme véhiculés par l'écriture non-inclusive, mais aussi pour des raisons argumentatives.

Pour **changer les mœurs**, et **faire évoluer la société** (française ou autre). [...]

(Femme, 25 ans, française, professeure de FLE)

Pour **le respect de tous**, la rendre « obligatoire » ne serait pas une mauvaise chose.

(Femme, 25 ans, française, ingénieure pédagogique multimédia)

Pour **éviter des stéréotypes de genre et le sexisme** véhiculés par l'écriture non-inclusive. La communication inclusive doit être intégrée dans les systèmes informatiques actuels.

(Femme, 24 ans, française, enseignante)

Pour **qu'elle devienne "la règle"**. On sait qu'il y aurait toujours des gens pour ne pas l'utiliser par idéologie, mais au moins **ces gens n'auraient plus l'argument qu'ils ont "raison" du point de vue de la règle**.

(Femme, 37 ans, française, professeure)

Pour introduire l'utilisation obligatoire de la communication inclusive, les participant·e·s énumèrent plusieurs pistes, parmi lesquelles le rôle de l'éducation apparaît une fois de plus.

Pour le moment, il faut commencer par **l'incorporer petit à petit [pour] que les gens s'habituent à la lire, l'écrire, la comprendre**. Puis, dans le futur, la rendre obligatoire me semble être une solution. [...]

(Femme, 24 ans, française, étudiante en psychologie)

Je pense que **dans le milieu professionnel**, tout le monde devrait suivre **une formation de ce type de communication** et devrait avoir **une présentation des outils** qu'il est possible d'utiliser pour la mise en pratique.

(Femme, 37 ans, française, cheffe de projets internationaux)

Je n'aime pas trop obliger les choses, mais faire comprendre dès le plus jeune âge comment ça fonctionne serait positif.

(Femme, 23 ans, française, étudiante)

Les réponses citées ci-dessus rendent compte de l'influence importante que la diffusion plus large de la communication inclusive peut exercer sur l'attitude des locutaires, même si certain·e·s ne sont pas d'accord avec son emploi obligatoire. Par contre, quant à l'analyse des guides de communication inclusive, on peut observer une attitude qui vise avant tout à imposer cette communication au sein des organisations internationales et supranationales.

5.3.3. Conclusion de l'analyse qualitative

En analysant les réponses des participant·e·s de l'enquête, il apparaît que la communication inclusive soulève beaucoup de questions et provoque différentes opinions. L'étude des réponses donne l'impression que les locutaires ne sont pas certain·e·s comment gérer la communication inclusive. À titre d'exemple, cela se voit à l'utilisation des noms de métiers. Même si certaines personnes sont d'accord avec le principe de la communication inclusive (« je suis pour. Je pense que c'est très bien et très actuel »), elles se désignent par les formes masculines génériques du nom de profession (enseignant-chercheur). La plupart des participant·e·s s'accordent à dire que la langue française dispose d'une certaine nature sexiste qui pourrait être équilibrée par la communication inclusive. Plusieurs participant·e·s déplorent le manque de règles concrètes et d'une utilisation cohérente et logique. Cependant, les guides de communication inclusive visent à combler ces lacunes. Or, vu que les pratiques qu'ils présentent ne sont pas uniformes, il n'est pas évident de savoir s'ils complexifient ou facilitent l'emploi de ce langage. Quoi qu'il en soit, ceux qui ont reçu des conseils (à l'écrit ou à l'oral) font preuve d'une utilisation plus systématique de la communication inclusive que ceux qui n'en ont pas obtenu.

6. Conclusion

La comparaison de l'analyse de ces deux corpus m'a permis d'identifier des tendances relatives à l'utilisation et à la perception sociale de la communication inclusive. Les guides de communication inclusive semblent avoir un certain impact non seulement sur la diffusion des pratiques du langage inclusif, mais également sur sa perception par les locutaires par le biais de la transmission de valeurs. L'importance de la diffusion de ces valeurs est clairement attestée dans les réponses des participant·e·s de l'enquête qui se réfèrent à la nature sexiste de la langue française ne reflétant pas les évolutions sociales actuelles.

Les guides de communication inclusive sont rédigés par des organisations se situant à différents niveaux, des organisations d'intérêts locaux aux organisations supranationales en passant par des gouvernements, ce qui explique que la communication inclusive occupe une place de plus en plus importante dans différents types de communication et de textes. Ceci est également confirmé par les réponses des participant·e·s qui citent différentes situations de communication, comme par exemple la communication informelle, les annonces publicitaires ou les textes des lois, dans lesquelles ils trouvent réalisable la communication inclusive.

Néanmoins, on ne peut pas ignorer le fait que la communication inclusive n'est pas considérée comme une pratique linguistique constituée de règles cohérentes, comme en témoignent la diversité de règles préconisées par les différents guides et les opinions des

participant·e·s. Ces dernières déplorent la complexité, l'incohérence et le manque des règles précises de la communication inclusive.

En considérant les réponses des participant·e·s, je peux dire que pour arriver à un emploi universel de la communication inclusive, il est nécessaire de lui attribuer une grammaire cohérente et transparente. Quant au côté dit « idéologique », vu que les personnes appartenant aux nouvelles générations sont plus ouvert·e·s aux valeurs égalitaires des genres, il semble que des changements dans la perception sociale de la communication inclusive seront amenés par les évolutions générationnelles. Entre-temps, il appartient à chacun·e de juger de l'utilisation de la communication inclusive.

Bibliographie

- ABBOU Julie, 2011, *L'Antisexisme linguistique dans les brochures libertaires : Pratiques d'écriture et métadiscours*, Thèse de doctorat, Aix-Marseille Université.
- ABBOU Julie, ARNOLD Aron, CANDEA Maria, MARIGNIER Noémie, 2018, « Qui a peur de l'écriture inclusive ? Entre délire eschatologique et peur d'émasculation, Entretien », *Semen*, DOI: <https://doi.org/10.4000/semn.10800>, consulté le 4 janvier 2023.
- ACADÉMIE FRANÇAISE, 2017, *Déclaration de l'Académie française sur l'écriture dite "inclusive"*, <https://www.academie-francaise.fr/actualites/declaration-de-lacademie-francaise-sur-lecriture-dite-inclusive>, consulté le 2 janvier 2023.
- ACADÉMIE FRANÇAISE, 2021, *Lettre ouverte sur l'écriture inclusive*, <https://www.academie-francaise.fr/actualites/lettre-ouverte-sur-lecriture-inclusive>, consulté le 2 janvier 2023.
- ALPHERATZ My, 2018a, *Grammaire du français inclusif*, Paris, Chateauroux, Vent Solars.
- ALPHERATZ My, 2018b, « Français inclusif : conceptualisation et analyse linguistique », In : *SHS Web Conferences*, <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-02128443v2/document>, consulté le 5 janvier 2023.
- ALPHERATZ My, 2019, « Français inclusif : du discours à la langue ? », *Le discours et la langue*, 111, p. 53-74.
- ASHLEY Florence, 2019, « Les personnes non-binaires en français : une perspective concernée et militante », *H-France Salon*, 11/14, p. 1-15.
- BUTLER Judith, 1999, *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, New York, Routledge.
- BOURDIEU Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris, Fayard.
- BOURDIEU Pierre, 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil.
- CAMERON Deborah, 1995, *Verbal Hygiene*, London, New York, Routledge.
- CERQUIGLINI Bernard, 2018, *Lea ministre est enceinte*, Paris, Seuil.
- CHARAUDEAU Patrick, 2021, *La langue n'est pas sexiste. D'une intelligence du discours de féminisation*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- CHEVALIER Yannick, DE CHANAY Hugues Constantin, GARDELLE Laure, 2017, « Bases linguistiques de l'émancipation : système anglais, système français », *Mots. Les langages du politique*, 113/1, p. 9-36.

- COUTANT Alice, 2019, « (Mé)genrer les gen(re)s dérangeants. De l'hétérocisnormativité de la bicatégorisation masculin/féminin en français. Résumé de thèse », *GLAD!. Revue sur le langage, le genre, les sexualités*, DOI: <https://doi.org/10.4000/glad.1660>, consulté le 8 janvier 2023.
- DEFEDE Noelle, MAGDARAOG Nina Marie, THAKKAR Sakshi Chiragbhai et al., 2021, « Understanding How Social Media Is Influencing the Way People Communicate: Verbally and Written », *International Journal of Marketing Studies*, 13/ 2, p. 1-11.
- DISTER Annae, MOREAU Marie-Louis, 2009, *Féminiser ? Vraiment pas sorcier. La féminisation des noms de métiers, fonctions, grades et titres*, Louvain, De Boeck et Duculot.
- DURRER Sylvie, 2002, « Les femmes et le langage selon Charles Bally "des moments de décevante inadvertance" ? », *Linguistik online*, 11/ 2, p. 71-103.
- ELMIGER Daniel, 2000, « Les guides de féminisation allemands et français : la Suisse au carrefour d'influences différentes », *Bulletin VALS-ASLA*, 72, p. 205-219.
- ELMIGER Daniel, 2013, « Pourquoi le masculin à valeur générique est-il si tenace, en français ? », *Romanica Olomucensia*, 2, p. 113-120.
- ELMIGER Daniel, 2015, « Masculin, féminin : et le neutre ? Le statut du genre neutre en français contemporain et les propositions de "neutralisation" de la langue », *Implications philosophiques*, 29, [http://errancesenlinguistique.fr/02-Journal/20/2015-06-29- GENRE-ImplicationsPhilosophiques.pdf](http://errancesenlinguistique.fr/02-Journal/20/2015-06-29-GENRE-ImplicationsPhilosophiques.pdf), consulté le 2 janvier 2023.
- ELMIGER Daniel, TUNGER Verena, 2014, « Les consignes de rédaction non sexiste françaises et italiennes. Quelle attitude face à la généricité du masculin? », *Synergies Italie*, 10, p. 205-219.
- FRANK Francine Wattman, 1985, « Language Planning and Sexual Equality: Guidelines for Non-Sexist Usage », In : HELLINGER Marlis (dir.), *Sprachwandel und feministische Sprachpolitik: Internationale Perspektiven*, Opladen, Westdeutscher Verlag, p. 231-254.
- FRANK Francine Harriet Wattman, TREICHLER Paula A. (dir.), 1989, *Language, Gender, and Professional Writing: Theoretical Approaches and Guidelines for Nonsexist Usage*, New York, Commission on Status of Women in the Profession, The Modern Language Association of America.
- GRECO Luca, 2012, « Un soi pluriel : la présentation de soi dans les ateliers drag kings. Enjeux interactionnels, catégoriels et politiques », In : CHETCUTI Natacha, GRECO (dir.), Luca *La face cachée du genre. Langage et pouvoir des normes*, Paris, Presses de la Sorbonne, p. 63-83.
- GRECO Luca, 2014, « Langage et pratiques "transgenres" », *Langage et société*, 24, p. 5.
- GRINSHUPUN Yana, 2022, « L'écriture inclusive : une réforme inutile », *Travail, genre et sociétés*, 47/1, p. 173-177.

- HEINCZINGER Márton, 2022, « A nembináris személyek önkifejezését szolgáló nyelvi eszközök a francia nyelvben, illetve a francia közösségi médiában », In : HELLER Kata, STEINER Ildikó (dir.), *Az alkalmazott nyelvészet esernyője alatt*, Budapest, ELTE BTK Alkalmazott Nyelvészeti és Fonetikai Tanszék, p. 214-227.
- KLINKENBERG Jean-Marie, 2021, « L'incitation douce dans la mise en œuvre des politiques linguistiques. Le cas des usages non sexistes », *Actes Sémiotiques*, 124.
- LABROSSE Céline, 1996, *Pour une grammaire non sexiste*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage.
- LOISON Marie, PERRIER Gwenaëlle, 2022, « Un "langage excluant" ? Solidité, sincérité et enjeux des arguments d'opposition à l'écriture inclusive », *Travail, genre et sociétés*, 47, 1, p. 153-156.
- LÖWY Ilana, ROUCH Hélène, 2003, « Genèse et développement du genre: les sciences et les origines de la distinction entre sexe et genre », *Cahiers du genre*, 1, p. 5-16.
- MANESSE Danièle, 2022, « Contre l'écriture inclusive », *Travail, genre et sociétés*, 47/1, p. 169-172.
- RABATEL Alain, ROSIER Laurence, 2019, « L'écriture inclusive, au défi de toutes les inclusions, des contraintes de la langue et des stéréotypes discursifs » *Le Discours et la Langue, Revue de linguistique française et d'analyse du discours*, 11.
- ROBICHE Lou, 2018, *Pratiques sociolinguistiques francophones de féminisation et de dégenrement*, Paris, L'Harmattan.
- ROSIER Laurence, 2002, « La presse et les modalités du discours rapporté : l'effet d'hyperréalisme du discours direct surmarqué », *L'information grammaticale*, 94/1, p. 27-32.
- ROSIER Laurence, 2017, *De l'insulte... aux femmes : Un essai linguistique sur les insultes faites aux femmes*, Sion, 180° éditions.
- SCHLICHTLING Dieter, 1997, « Nicht-sexistischer Sprachgebrauch. Über Sprachratgeber für kommunikative Zwickmühlen », *Sprachreport*, 2/1997, p. 6-11.
- SINNER Carsten, 2014, *Varietätenlinguistik*, Tübingen, Narr Verlag.
- VIENNOT Éliane, 2022, « De la parenthèse au point médian. Des nouveaux habits de l'écriture inclusive et de la malhonnêteté de ses opposant·es », *Travail, genre et sociétés*, 47/1, p. 165-168.
- WORLEY Kyle Chandler, 2018, « Communicating for Equality: How Inclusive Communication Affects Political Participation within Local Communities », *Graduate Theses and Dissertations*, <https://scholarworks.uark.edu/etd/2951>, consulté le 3 janvier 2023.
- YAGELLO Marina, 1978, *Les mots et les femmes*, Paris, Payot.

janvier 2023